

Questions orales

L'UTILISATION PRÉVUE DE MIRABEL

L'hon. Elmer M. MacKay (Central Nova): Madame le Président, le ministre sait que malheureusement un grand nombre de terres de la région de Mirabel sont devenues presque impropres à l'agriculture parce que trop de bulldozers et d'autres machines y ont circulé au moment de la construction de cet aéroport tout à fait inutile.

Enfin, je tiens à lui demander s'il est vrai que le ministre des Communications, son collègue de cabinet, prescrit une règle selon laquelle Mirabel recueillerait tous les vols de plus de trois heures. Cela voudrait dire, madame le Président, que les gens de Québec, par exemple, devraient prendre l'avion pour Dorval, puis un taxi pour Mirabel, au coût de \$40, et perdre ainsi de nombreuses heures pour se rendre aux États-Unis. Est-il vrai aussi que le ministre des Communications veut que tous les vols nolisés soient transférés de Dorval à Mirabel?

M. Baker (Nepean-Carleton): C'est terrible.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, c'est exactement ce qui se passe depuis un certain nombre de semaines.

M. Baker (Nepean-Carleton): Il faudrait s'en plaindre au cabinet.

M. Pepin: Un certain nombre de personnes, souvent bien intentionnées et au courant, ont proposé des solutions de compromis pour Mirabel. Mon honorable ami en a évoqué deux. L'une d'entre elles consiste à faire partir de Mirabel tous les avions à destination d'endroits situés à plus de trois heures de Montréal. Une autre idée dont l'hon. député a parlé il y a un moment consiste à diriger tous les vols nolisés sur Mirabel plutôt que sur Dorval. Je présenterai un rapport au cabinet au cours des semaines à venir, dans lequel j'indiquerai les difficultés, les avantages et les inconvénients que présente chacune des solutions de compromis. Le cabinet se prononcera alors sur toutes les propositions, extrêmes ou modérées.

* * *

● (1120)

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

L'EXPORTATION D'URANIUM EN ARGENTINE

M. Douglas Roche (Edmonton-Sud): Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement a-t-il l'intention de suspendre l'expédition de 3,000 faisceaux d'uranium à l'Argentine parce qu'il est trop dangereux de maintenir un programme de coopération nucléaire avec un régime militaire qui n'a pas tenu compte des normes internationales en envahissant les îles Falkland et parce qu'on ne peut être certain qu'il n'utilisera pas les matériaux canadiens pour fabriquer une bombe nucléaire? Le ministre peut-il dire quelle sera la réaction du Canada si l'Argentine attaque en haute mer le *Queen Elizabeth II* et les 3,000 soldats qu'il transporte?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, comme je l'ai déjà dit à la Chambre à maintes reprises, le gouvernement n'a pas l'intention d'imposer ce genre de contrôle sur les exportations. Si nous décidions d'imposer des contrôles à l'exportation et à l'importation, ils seraient probablement du genre de ceux que

le gouvernement précédent a adoptés après l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques. Selon toute probabilité, ils s'appliqueraient aux nouveaux contrats, non pas à ceux qui sont déjà en vigueur. Non seulement l'Argentine s'est-elle engagée à ne pas se servir de la technologie ou des matières nucléaires canadiennes à des fins non pacifiques, mais, bien entendu, l'Agence internationale de l'énergie atomique inspectera les installations argentines, ce qui assurera l'utilisation pacifique de nos installations nucléaires.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Douglas Roche (Edmonton-Sud): Madame le Président, je voudrais répéter ma question à propos de la réaction du gouvernement canadien si l'Argentine attaquerait le *Queen Elizabeth II* en mer, mais ma question supplémentaire porte sur les exportations et importations ainsi que sur les sanctions. Je voudrais savoir pourquoi le gouvernement a décidé de prendre des sanctions contre l'Argentine sur le seul plan des importations, de sorte que le Canada continue d'exporter sa technologie nucléaire à ce régime répressif et dangereux et affaiblit donc le soutien que nous accordons à la Grande-Bretagne qui s'efforce de faire respecter les principes internationaux de la justice et de l'ordre dans cette grave crise.

Des voix: Bravo, bravo!

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, j'ai déjà répondu à la seconde question du député tout à l'heure. Le fait est que nous n'avons imposé aucun contrôle sur les exportations, et ce, à l'instar de la Communauté européenne. Si nous avions pris de telles mesures, elles n'auraient pas touché les contrats existants de toute façon, parce que cela n'est pas de règle avec des sanctions de ce genre.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA CAPACITÉ NUCLÉAIRE DE L'ARGENTINE

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui doit probablement se rendre compte que nous ne parlons pas des exportations de beurre, de blé, ni même d'œufs. Nous parlons en effet des exportations de matières nucléaires fissionables, ce qui est très différent. Dans quelle mesure le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est-il disposé à accepter les actes d'agression et de belligérance du gouvernement argentin, y compris la construction d'une usine de recyclage du plutonium qui pourrait utiliser les déchets de plutonium du réacteur Candu construit par le Canada en Argentine? Jusqu'où l'Argentine doit-elle aller pour que le gouvernement du Canada décide de mettre fin à ses exportations de matières nucléaires?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, j'ai déjà rappelé la position prise par le gouvernement précédent lors de l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques. Lorsque la presse nous a demandé l'autre jour quelle était la différence entre les deux situations, le député de Saint-Jean-Ouest aurait déclaré semble-t-il que dans le cas de l'Afghanistan, c'était le gouvernement Afghan qui avait demandé à l'Union soviétique d'intervenir. Si c'est ce genre de politique étrangère que préconissent les députés d'en face je crois qu'ils n'ont aucune leçon à nous donner dans ce domaine.